

**Audience publique du 31 décembre 2007**

Recours formé par  
la **société anonyme X. S.A.**, ...  
contre  
des bulletins d'impôt émis par le **bureau d'imposition  
Sociétés 2**  
en matière d'impôts

---

**JUGEMENT**

Vu la requête déposée le 10 avril 2007 au greffe du tribunal administratif, inscrite sous le numéro 22777 du rôle, par Maître Jean SCHAFFNER, avocat à la Cour, assisté de Maître Julie CHARTRAIN, avocat, les deux inscrits au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme X. S.A., établie à L-..., enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B ..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités pour les années 2000 et 2001, des bulletins de l'impôt commercial communal pour les années 2000 et 2001 et du bulletin de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux pour l'année 2001, tous émis le 28 septembre 2005 par le bureau d'imposition Sociétés 2 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 11 juillet 2007 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les bulletins critiqués ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Jean SCHAFFNER et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

---

La société X. S.A., préqualifiée, désignée ci-après par la « société PP », fut constituée suivant acte notarié du 20 octobre 1999 par la société I. S.A., société anonyme de droit

luxembourgeois, ci-après désignée par la « société I. », actionnaire à hauteur de 58%, et L., société de droit libanais ayant son siège social à Beirut, ci-après désignée par la « société L. », actionnaire à hauteur de 42%. La société I., Monsieur ... I. et Monsieur M., contrôlant la société L., furent nommés administrateurs de la société PP.

En date du 20 décembre 2000, la société L. émit à l'égard de la société PP une facture pour un montant de 173.525,46 EUR du chef des prestations suivantes :

« \* *Recherches et rédaction de documents statistiques sur le marché de l'immobilier professionnel à Luxembourg couvrant l'année 2000*

\* *Préparation d'exposés et de présentations avec supports électroniques*

\* *Introduction de clients et diverses recherches effectuées au Moyen Orient auprès d'investisseurs privés et institutionnels, voyages et déplacements, frais de représentation*

\* *Intervention dans l'affaire Bvd Prince Henri ».*

Cette facture fut comptabilisée par la société PP sous le poste de charges des honoraires divers au titre de l'exercice 2000.

En date du 26 janvier 2001, la société L. émit à l'égard de la société PP une facture d'un montant de 198.314,82 EUR du chef des prestations libellées comme suit :

« \* *Pour introduction de clients*

\* *Recherche et rédaction de documents statistiques sur le marché de l'immobilier professionnel à Luxembourg*

\* *Fourniture de fichiers électroniques et préparation d'exposés et présentations*

\* *Intervention dans l'affaire Place de l'Etoile ».*

Cette facture fut comptabilisée par la société comme charge sous le poste des honoraires externes au titre de l'exercice 2001.

A travers une transaction et une convention de cession d'actions datées au 14 mars 2001, Messieurs I. et M. et les sociétés I. et L. mirent fin à leur mésentente concernant la gestion de la société PP en ce sens que Monsieur M. démissionna de son emploi salarié et en sa qualité d'administrateur de la société PP et que la société L. céda à la société I. et à Monsieur I. l'intégralité de sa participation dans la société PP. La transaction précisa encore qu' « *en rémunération des prestations et introductions de clients par M. M., la société « L. » reçoit paiement de ses deux factures aux montants respectifs de 7.000.000.- et 8.000.000.- à la signature des présentes ».*

La société PP régla ces deux factures de la société L. au moyen de deux chèques émis le 14 mars 2001.

La société PP fit déposer sa déclaration pour l'impôt sur le revenu des collectivités de l'année 2000 en date du 4 janvier 2001 et celle de l'année 2001 en date du 2 janvier 2003.

Par courrier du 22 octobre 2003, le bureau d'imposition Sociétés 2 du service d'imposition de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « bureau d'imposition », demanda à la société PP entre autres de lui soumettre les deux factures

susvisées de la société L. et les pièces relatives au paiement, ainsi que de préciser, d'une part, les contre-prestations qui sont à l'origine du paiement de ces honoraires et, d'autre part, si ces charges sont en relation économique « avec l'activité exercée, c'est-à-dire, les produits réalisés par votre société en 2000 et 2001 ».

La société PP prit position à travers une lettre du 10 novembre 2003 en précisant pour la facture de la société L. du 20 décembre 2000 qu'elle portait sur des « *frais d'études et de recherches divers. Une affaire réalisée directement suite à ces interventions était le projet « bld Prince Henri »* ». Concernant la facture de la société L. du 26 janvier 2001, la société PP expliqua qu'elle concernait des « *frais d'études et de recherches divers. Une affaire réalisée directement suite à ces interventions était le projet « Place de l'Etoile »* ». Dans la même lettre, la société PP ajouta encore les considérations suivantes :

*« En matière de transactions immobilières, l'activité des différents intervenants (apporteurs d'affaires, consultants et prestataires de services divers) est indispensable à la bonne fin des opérations. Leur rémunération constitue une dépense d'exploitation déductible, car provoquée exclusivement par l'entreprise, conformément aux dispositions de l'article 45 (1) LIR.*

*De manière générale, le lien causal. entre les dépenses en question ci-dessus et l'activité de l'entreprise est démontré par la concordance avec des affaires réalisées par l'entreprise, quand bien même l'engagement de dépenses pour un projet qui n'aboutit pas (et donc ne permettrait pas la réalisation d'un chiffre d'affaires correspondant) ou pour un résultat qui surviendrait sur un exercice postérieur, ne remettrait pas en cause le caractère de dépense d'exploitation déductible régi par les dispositions de l'article 45 (1) LIR et de la jurisprudence afférente ».*

Par courrier du 4 février 2005, le bureau d'imposition demanda à la société PP de lui fournir des copies des recherches et documents statistiques renseignés dans les deux factures susvisées de la société L. et des copies conformes « recto verso » des deux chèques prévisés du 14 mars 2001 acquittés par la banque et identifiant le bénéficiaire respectif.

A travers une lettre du 16 février 2005, la société PP réagit à cette demande du bureau d'imposition en l'informant d'abord que son établissement de crédit refusait de fournir une copie du verso des chèques en cause au motif que les informations y figurant seraient couvertes par le secret bancaire et en soumettant au bureau d'imposition des copies des études et documents statistiques se rapportant aux factures. La société PP ajouta encore les informations suivantes :

*« Pour une meilleure compréhension je tiens à apporter les précisions suivantes:*

*- le bénéficiaire économique de la "société foncière L." est ... M..*

*- ... M. de nationalité anglo-libanaise a été administrateur - directeur de X. de décembre 1999 à mars 2001.*

*- Madame G. est la mère ou la tante de Monsieur M. et est résidente Libanaise. Elle était l'administrateur délégué de la "société foncière L." libanaise et a signé les factures acquittées qui nous ont été renvoyées du Liban après que les fonds eussent été en leur possession.*

*Pendant la durée de son activité au sein de l'entreprise, Monsieur M. a mis en place les fondements de l'instrumentarium statistique qui est une des bases de notre activité. Ces statistiques visent à quantifier les mécanismes complexes du marché immobilier et à faire des projections sur l'évolution de celui-ci. Les informations sur l'offre future de surfaces de bureaux, sur la*

*consommation de surfaces de bureaux par quartier, par période, par type de bureau en termes de qualité, de surface etc, etc, ... sont les informations dont ont besoin nos clients, à savoir les développeurs immobiliers, tant privés que publics afin de "produire" les immeubles qui correspondent le mieux possible aux besoins du marché. Les statistiques établies à l'époque par Monsieur M. ont été, après son départ, régulièrement mises à jour et modifiées mais la base et la méthodologie mise en place a servi et sert encore à illustrer nos diverses présentations, publications et rapports dont je vous ai joint plusieurs «échantillons».*

*Monsieur M. disposait d'une très bonne formation à cet égard et sa précédente occupation à Luxembourg auprès du cabinet de conseil en immobilier international ....le lui avait permis de se familiariser avec le marché local et d'avoir accès à des informations que X. aurait eu grand mal à se procurer par le biais de recherches indépendantes.*

*Je vous ai également joint un dossier contenant une présentation PowerPoint présentée lors d'une conférence sur l'immobilier professionnel en 2000. Ce genre de présentations a permis à la toute jeune société de démontrer sa connaissance du terrain et du marché et par là de gagner la confiance de nombreux prospects qui sont devenus des clients par la suite. Rien que parmi les participants de cette seule conférence nous avons pu par la suite conclure au fil du temps des contrats avec les sociétés ... représentant un CA de plusieurs millions d'€.*

*Lors du départ de Monsieur M. il en a profité pour facturer ces documents et services à notre société et il nous est apparu qu'il valait mieux payer une forte somme pour garder le plein contrôle de cet instrument et d'éviter une situation litigieuse afin de pouvoir nous concentrer pleinement sur les aspects commerciaux de notre activité.*

*Nous pensons que nos choix ont été les bons car nous sommes actuellement leader sur notre marché, employons entre 10 et 12 personnes et sommes largement bénéficiaires et ceci malgré une conjoncture difficile.*

*Je me tiens à votre entière disposition pour vous expliquer de vive voix ces documents qui peuvent paraître complexes ».*

*Moyennant un courrier du 30 août 2005, le bureau d'imposition informa la société PP qu'il entendait appliquer des redressements aux revenus imposables des années 2000 et 2001 et portant sur les deux factures de la société L. des 20 décembre 2000 et 26 janvier 2001. Il motiva ces redressements par la considération que « suivant vos propres indications, la société « L. L. » n'a pas fourni les prestations qu'elle a facturées, les prestations ayant été exécutées personnellement par Monsieur Michel M., résident au Luxembourg et administrateur de la société X. à l'époque. Ainsi, il y a lieu de constater qu'il n'existe aucune relation économique entre le paiement par X. S.A. des honoraires de 173.535,46 et 198.314,82 € à la société « L. L. » et une contre-prestation quelconque fournie par la société « L. L. ». A défaut de contre-prestations réelles et effectives, le bureau d'imposition Sociétés II est amené à refuser la déduction des honoraires facturés par la société « L. L. », tout en ajoutant que ces montants « alloués en 2001 à la société « L. L. » sont requalifiés comme distribution cachée de bénéfice avec application d'une retenue à la source de 25% ». Le bureau d'imposition invita encore la société PP à formuler ses observations éventuelles avant le 20 septembre 2005.*

*La société PP soumit ses observations par lettre du 16 septembre 2005 dans laquelle elle releva notamment que « tout d'abord, il faut garder à l'esprit que la situation telle qu'elle se présente actuellement est le résultat d'un litige entre actionnaires qui a abouti à un arrangement transactionnel.*

*Je partage avec vous la position que des dividendes distribués par une société à des actionnaires d'une société ne sont pas déductibles de la base imposable de ladite société. Aussi dans le cadre de la distribution de dividendes, une société est susceptible d'opérer une retenue à la source, cette retenue étant alors un paiement anticipatif des impôts que l'actionnaire est censé payer du fait des revenus qu'il tire de sa participation.*

*Par contre, des paiements faits pour des prestations rendues sont déductibles alors qu'il s'agit de dépenses déductibles (frais) dans le chef de la société.*

*A mon avis, l'article 164 de la Loi sur l'impôt sur le Revenu n'énonce pas que tout paiement fait à un actionnaire est automatiquement qualifiable de distribution de dividende dans le chef de ce dernier. Si je veux bien admettre qu'il peut exister une forte plausibilité en ce sens, il ne s'agit pas d'une présomption irréfragable, et il ne reste pas moins qu'il ne peut s'agir d'une distribution cachée de bénéfices que si « (...) il s'agit d'avantages (...) dont [l'actionnaire] n'aurait pas bénéficié s'il n'aurait pas eu cette qualité [d'actionnaire]" ».*

*Aussi, veuillez trouver en annexe copie de la transaction qui a mis fin au litige entre parties cité plus haut.*

*Vous constaterez que c'est Monsieur M. qui a imposé ses conditions d'arrangement et c'est lui-même qui a demandé les modalités de paiement ; c'est la « L. » qui a touché une certaine somme d'argent pour les prestations, et une autre somme à titre du rachat de ses actions dans X.. Cette deuxième somme, la « L. » l'a touchée de l'acheteur et non pas de X..*

*En l'espèce la société de Monsieur M. a touché des fonds pour deux raisons.*

*D'une part, sa société a effectivement remis à X. des outils et documents informatiques et donc les droits intellectuels y associés.*

*D'autre part il y a eu un litige entre Monsieur M., sa société et les autres actionnaires, à savoir l'I. S.A. et Monsieur L.. Ces autres actionnaires ont racheté les parts à la société de participation de Monsieur M. (L. ).*

*Si X. n'avait pas négocié cet arrangement avec Monsieur M. la société serait probablement tombée en faillite, et à l'heure actuelle il ne se poserait pas le problème d'un paiement d'impôts. L'opération s'analyse comme une tentative de limitation des dégâts qui s'est largement soldée par un avantage pour tout le monde. Le Trésor touchera en fin de compte plus d'impôts que si la société avait fait faillite.*

*En dernière instance, je ne pense pas que vous pouvez contester que le Trésor est gagnant dans les situations où l'échec commercial peut être évité.*

*Par ailleurs, vous constaterez que Monsieur M. et sa société n'ont jamais détenu plus que la moitié des parts de la société X. et étant donné que les statuts de la société ne prévoient pas que certains actionnaires soient avantagés par rapport à d'autres (ce qui serait illégal), il est clair que la société n'a pas pu légalement avantager Monsieur M. et sa société sans engager la responsabilité de la société à l'égard de ses autres actionnaires. Les statuts de la société X. font foi des rapports contractuels entre les actionnaires à l'égard de tiers inclusivement les administrations publiques ; il leur est attaché la foi inhérente à toute acte notarié ».*

*En date du 28 septembre 2005, le bureau d'imposition émit à l'égard de la société PP les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités pour les années 2000 et 2001 et les bulletins de l'impôt commercial communal pour les années 2000 et 2001, lesquels rajoutèrent les montants de 7.000.000 LUF (173,525,46 €) pour l'année 2000 et de 8.000.000 LUF (198.314,82 €) pour l'année 2001 aux bénéfices commerciaux respectifs de ces*

exercices et fixèrent les cotes d'impôt sur le revenu des collectivités et d'impôt commercial communal en conséquence. A la même date, le bureau d'imposition émit encore à l'égard de la société PP un bulletin de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux pour l'année 2001 par lequel il soumit le montant total de 15.000.000 LUF, correspondant à la somme des deux factures litigieuses payées par la société PP à la société L., à cette retenue d'impôt et fixa le montant de la retenue à 3.750.000 LUF.

La société PP introduisit, par lettre du 27 décembre 2005, une réclamation contre ces cinq bulletins d'impôt du 28 septembre 2005.

Cette réclamation n'ayant jusque lors pas fait l'objet d'une décision de la part du directeur de l'administration des Contributions directes, la société PP a fait introduire, par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 10 avril 2007, un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation des bulletins prévus de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal pour les années 2000 et 2001, ainsi que du bulletin prévu de la retenue d'impôt sur les revenus de capitaux pour l'année 2001.

Au vœu des dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts, communément appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 3. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal est compétent pour statuer comme juge du fond sur le recours dirigé par un contribuable contre des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt commercial communal et de la retenue d'impôt sur revenus de capitaux en l'absence de décision du directeur ayant statué sur les mérites d'une réclamation de sa part contre ces bulletins. Le recours principal en réformation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable. Par voie de conséquence, le recours subsidiaire en annulation encourt l'irrecevabilité.

A l'appui de son recours, la société demanderesse reproche au bureau d'imposition un défaut d'examen impartial et objectif de son cas d'imposition. Elle admet que la charge de la preuve en matière de distributions cachées incomberait d'abord au bureau d'imposition qui devrait démontrer que les circonstances rendraient probable une telle distribution sans devoir en rapporter la preuve exacte et qu'il incomberait alors au contribuable de justifier économiquement l'opération litigieuse et le bien-fondé de sa qualification fiscale. Elle fait valoir qu'en l'espèce, le bureau d'imposition aurait certes pu supposer être en présence d'une diminution indue de bénéfice, mais qu'il aurait dû procéder à un examen impartial et objectif des éléments par elle soumis et qu'il n'aurait pu dénier la réalité économique des factures litigieuses qu'à défaut par elle d'éclairer les points douteux ou de fournir les éléments complémentaires demandés. Or, elle aurait répondu à toutes les demandes de renseignements de la part du bureau d'imposition, aurait entrepris des démarches en ce sens et aurait même soumis, sans demande préalable, divers éléments et documents utiles à une bonne compréhension de sa situation. Dans ces circonstances, elle devrait être considérée comme ayant établi l'apparence d'une réalité économique de l'opération en cause et le maintien par le bureau d'imposition de sa position de refus de reconnaissance de cette réalité économique sans concrètement remettre en cause les éléments complémentaires par elle soumis ne serait pas justifié.

La société demanderesse considère ensuite que le bureau d'imposition aurait opéré une « *requalification hâtive* » en distribution cachée de bénéfices et qu'il aurait dû « *envisager des processus autres que la requalification en distribution cachée de bénéfices pour parvenir à imposer ces sommes* » sur base d'une analyse objective des éléments en cause. Ainsi, la société demanderesse suggère que le bureau d'imposition aurait notamment dû envisager la possibilité que Monsieur M. aurait représenté un établissement stable

luxembourgeois de la société L. du moment qu'il pourrait être qualifié de représentant permanent de cette entreprise au Luxembourg, cette qualification ayant pour conséquence la soumission des montants litigieux à l'impôt sur le revenu des collectivités et à l'impôt commercial communal dans le chef de l'établissement stable luxembourgeois de la société L. et non pas dans son propre chef.

L'article 164 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, ci-après dénommée « LIR », dispose que « (1) *Pour déterminer le revenu imposable, il est indifférent que le revenu soit distribué ou non aux ayants droit.*

*(2) Sont à considérer comme distribution dans le sens de l'alinéa qui précède, les distributions de quelque nature qu'elles soient, faites à des porteurs d'actions, de parts bénéficiaires ou de fondateurs, de parts de jouissance ou de tous autres titres, y compris les obligations à revenu variable donnant droit à une participation au bénéfice annuel ou au bénéfice de liquidation.*

*(3) Les distributions cachées de bénéfices sont à comprendre dans le revenu imposable. Il y a distribution cachée de bénéfices notamment si un associé, sociétaire ou intéressé reçoit directement ou indirectement des avantages d'une société ou d'une association dont normalement il n'aurait pas bénéficié s'il n'avait pas eu cette qualité ».*

Les distributions cachées de bénéfices visées par l'article 164 (3) LIR existent si un associé ou un actionnaire reçoit directement ou indirectement d'une société des avantages qui s'analysent pour cette dernière en un emploi de revenus sans contrepartie effective et que l'associé ou actionnaire n'aurait pas pu obtenir en l'absence de ce lien. La situation concernée est celle où un gestionnaire prudent et avisé n'aurait pas accordé un avantage similaire à un tiers.

L'administration peut supposer une diminution indue des bénéfices de l'entreprise si les circonstances la rendent probable, sans avoir à la justifier exactement. Il y a alors renversement de la charge de la preuve, le contribuable devant prouver qu'il n'y a pas diminution de bénéfice ou que celle-ci est économiquement justifiée, et non seulement motivée par des relations particulières entre deux entités liées (Cour adm. 1<sup>er</sup> février 2000, n° 11318C, Pas. adm. 2006, v° Impôts, n° 241).

En l'espèce, la société demanderesse admet elle-même que les conditions pour que le bureau d'imposition pouvait valablement conclure dans une première phase à l'existence d'une distribution cachée de bénéfices se trouvaient vérifiées en ce qui concerne les deux factures litigieuses de la société L.. Dès lors, il incombait, conformément aux principes ci-avant énoncés, à la société demanderesse de fournir la preuve soit d'une contrepartie effective, soit d'une raison économique à la base de son appauvrissement autre que celle des relations particulières entre elle-même et son associé. Or, la société demanderesse estime qu'elle aurait établi la réalité économique des opérations avancées comme étant à la base des deux factures à travers les éléments complémentaires soumis au bureau d'imposition au cours de la procédure d'instruction de ses déclarations d'impôt.

Ainsi, quant à l'existence d'une contrepartie effective, la société demanderesse fait valoir dans son courrier du 16 septembre 2005 que la société L. lui aurait effectivement remis des outils et documents informatiques avec les droits intellectuels y associés et elle a réaffirmé la réalité des prestations mentionnées dans les deux factures litigieuses dans son courrier prévisé du 10 novembre 2003.

Cependant, il convient de constater que, si la société demanderesse a certes soumis au bureau d'imposition un dossier avec la documentation d'une conférence de décembre 2000 organisée par elle et certaines études établies en son nom en collaboration avec d'autres bureaux d'études, elle reste en défaut d'établir concrètement un transfert d'outils et de documents informatiques de la part de la société L. en sa faveur. De même, la transaction du 14 mars 2001 est entièrement muette sur cette question d'un transfert de documents et d'autres outils avec les droits intellectuels y attachés de la société L. à la société PP. En outre, il convient de relever que Monsieur M. paraît avoir eu durant la période entre la constitution de la société PP et le 14 mars 2001 sa résidence principale au Luxembourg, qu'il avait, d'après les termes de la transaction du 14 mars 2001, la double qualité d'employé et d'administrateur de la société PP et qu'il s'était engagé dans une convention d'actionnaires « à mettre l'intégralité de [ses] efforts et [son] travail au profit de PP ». Enfin, il y a lieu de relever que la société demanderesse n'a pas autrement précisé de manière concrète la nature et l'envergure des prestations qui lui ont été mises en compte à travers les deux factures litigieuses de la société L..

Dans ces conditions, force est de conclure que les éléments en cause n'établissent pas une réalité économique de prestations effectives ou de transferts de biens de la société L. au bénéfice de la société demanderesse qui auraient justifié l'émission des deux factures litigieuses des 20 décembre 2000 et 26 janvier 2001, mais que les éléments en cause tendent plutôt à faire admettre que les prestations et mise à disposition de biens ont été accomplies par Monsieur M. personnellement en sa qualité d'employé et d'administrateur de la société demanderesse en mettant à profit son expérience professionnelle personnelle.

Quant à l'existence de raisons économiques à la base de l'appauvrissement de la société demanderesse autres que celle des relations particulières entre elle-même et son associé, seul l'arrangement transactionnel prévu du 14 mars 2001 pourrait entrer en compte. En effet, la société demanderesse a indiqué dans sa lettre du 16 février 2005 qu'elle a préféré accepter les factures litigieuses et procéder à leur paiement, alors même que Monsieur M. se faisait payer par ce biais son travail personnel pour la société PP, afin de pouvoir conserver ses outils de travail sans litiges en vue de son activité ultérieure. Or, il n'en reste pas moins que les factures litigieuses ont été émises par la société L., alors encore actionnaire de la société demanderesse, et non pas par Monsieur M. lui-même et que les paiements ont été effectués à la société L. elle-même, de manière que celle-ci a bénéficié de cet avantage en raison de sa qualité d'actionnaire et du fait que Monsieur M. était administrateur de la société demanderesse sur base de la participation par elle détenue.

Il découle de ces développements que, si la société demanderesse ne saurait se voir reprocher un défaut de collaboration pour soumettre au bureau d'imposition les éléments complémentaires considérés comme nécessaires pour une fixation correcte de son obligation fiscale, il n'en reste pas moins que les pièces et informations par elle fournies en cause ne sont pas de nature à étayer sa prétention à voir qualifier les montants payés du chef des deux factures litigieuses de la société L. de dépenses d'exploitation, mais confortent plutôt la position du bureau d'imposition de l'existence d'une distribution cachée de bénéfices dans cette mesure. Par voie de conséquence, les moyens de la société demanderesse ne sont pas de nature à énerver le bien-fondé de la requalification des montants en question payés du chef des deux factures litigieuses de la société L. en distributions cachées de bénéfices, telle qu'opérée par le bureau d'imposition à travers les bulletins d'impôt déferés émis le 28 septembre 2005.

Il s'ensuit que le recours sous analyse n'est pas justifié et qu'il est à rejeter comme n'étant pas fondé.



Au vu de la solution au fond, il y a lieu de rejeter la demande en allocation d'une indemnité de procédure de 2.500 € formulée par la société demanderesse, les conditions légales afférentes ne se trouvant pas réunies en l'espèce.

### **PAR CES MOTIFS**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,

reçoit le recours principal en réformation en la forme,

au fond, le déclare non justifié et en déboute,

déclare le recours subsidiaire en annulation irrecevable,

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure de 2.500 € formulée par la société demanderesse,

condamne la société demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par:

M. SCHROEDER, premier juge,

M. SPIELMANN, premier juge,

Mme GILLARDIN, juge,

et lu à l'audience publique du 31 décembre 2007 par le premier juge SCHROEDER, en présence de M. LEGILLE, greffier.

LEGILLE

SCHROEDER